



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Direction de l'Administration Pénitentiaire

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris

Département des Affaires Immobilières (DAI)

Liberté · Égalité · Fraternité

NOTICE D'INFORMATION

Modalités de transmission des pièces techniques

1 · OBJET

La présente notice précise les conditions dans lesquelles les pièces techniques relatives à l'opération concernée sont mises à disposition des candidats et opérateurs économiques.

2 · PIÈCES CONCERNÉES

Les pièces techniques transmises par le DAI comprennent, selon la nature de l'opération :

- les **plans** (masse, niveaux, coupes, exécution) ;
- les **études** et notes de calcul ;
- les **rapports et diagnostics** (amiante, structure, énergétique, géotechnique, etc.) ;
- le **reportage photographique** du site.

3 · CONDITIONS DE TRANSMISSION

La communication de ces pièces est subordonnée à la réalisation préalable et cumulative des deux étapes suivantes :

3.1 — Visite du site

Une visite de reconnaissance, organisée par le chargé d'opérations, doit avoir été effectuée par le candidat dans les conditions précisées par la consultation (prise de rendez-vous, liste nominative, pièce d'identité, respect du règlement intérieur de l'établissement).

3.2 — Engagement de confidentialité

Le candidat doit avoir retourné, dûment complétée, datée et signée, la **fiche d'engagement de confidentialité et de non-divulgaration** annexée à la présente notice.

Une fois ces deux conditions remplies, l'ensemble des pièces techniques est transmis par voie dématérialisée par le chargé d'opérations.

4 · USAGE DES PIÈCES

Les pièces transmises sont strictement réservées à l'usage de la consultation et de l'opération concernée. Toute diffusion à des tiers non autorisés est interdite sans accord écrit préalable du DAI.

5 · CARACTÈRE SENSIBLE & SANCTIONS ENCOURUES

Les pièces communiquées portent sur un **établissement pénitentiaire**, site sensible au regard de la sûreté publique. Leur divulgation, même partielle, est susceptible de porter atteinte à la sécurité des personnes et des installations.

Toute reproduction, diffusion ou communication non autorisée de ces pièces expose son auteur :

Sur le plan pénal

- **Article 226-13 du Code pénal** — Violation du secret professionnel : *un an d'emprisonnement et 15 000 € d'amende* ;
- **Article 314-1 du Code pénal** — Abus de confiance (détournement de documents remis à charge) : *trois ans d'emprisonnement et 375 000 € d'amende* ;
- **Article L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle** — Contrefaçon par reproduction d'œuvres protégées (études, plans de maîtrise d'œuvre) : *trois ans d'emprisonnement et 300 000 € d'amende* ;
- Le cas échéant, **articles 413-10 et 413-11 du Code pénal** si les pièces portent un caractère protégé au titre de la sûreté de l'État.

Sur le plan administratif et contractuel

- exclusion immédiate de la procédure de consultation en cours ;
- mise en jeu de la responsabilité contractuelle dans le cadre du marché ;
- signalement aux autorités compétentes.